



L'initiative « Résilience économique » de la BEI en faveur des pays voisins du Sud de l'UE et des Balkans occidentaux

Les régions du voisinage méridional de l'UE et des Balkans occidentaux sont confrontées à des défis croissants qui exigent des réponses ingénieuses. La crise en Syrie et les changements climatiques accentuent la pression en faveur d'une amélioration des ressources et des infrastructures dans ces deux régions. La demande en matière d'eau, d'énergie, de transports, de logements, d'éducation et d'emplois n'a jamais été aussi forte. Nous devons clairement investir davantage dans des infrastructures économiques et sociales vitales et offrir, aux jeunes et aux femmes en particulier, des perspectives qui leur permettront de se construire un avenir prospère.

Pour renforcer la résilience économique, nous devons non seulement moderniser les infrastructures, mais également aider le secteur privé à croître et à créer plus d'emplois. Pour que tout cela devienne réalité, la Banque multiplie ses efforts en direction de projets qui favorisent la cohésion sociale, l'inclusion et des relations pacifiques entre les communautés.

Prenant acte de l'ampleur des nouveaux défis, la BEI a mis en place l'initiative Résilience économique en 2016. Cette initiative est la réponse apportée au Conseil européen qui demandait à la BEI de faire davantage pour aider les régions dans le cadre d'une réponse globale et concertée de l'UE. Le plan prévoit un financement supplémentaire de 6 milliards d'EUR destiné aux pays voisins du Sud et aux Balkans occidentaux sur une période allant jusqu'en 2020, en plus du montant de 7,5 milliards d'EUR déjà destiné à ces deux régions. En outre, la banque de l'UE offre des financements concessionnels supplémentaires, un soutien accru en faveur du développement du secteur privé et une assistance technique.

**Pour renforcer la résilience économique,
il faut contribuer à la modernisation
des infrastructures sociales et économiques
et stimuler la croissance et la création d'emplois
dans le secteur privé.**

La Banque recherche également des fonds supplémentaires auprès des donateurs. Les contributions de plusieurs États membres de l'UE, les garanties fournies par le mandat de prêt extérieur de l'UE et le soutien de la Commission européenne permettent à la BEI de multiplier ses efforts visant à promouvoir une croissance inclusive qui créera des emplois durables et améliorera le niveau de vie.

L'initiative Résilience économique s'inscrit dans le droit fil des politiques de voisinage et d'élargissement de l'UE et complète le plan européen d'investissement extérieur en s'attaquant aux causes profondes des migrations. Pour sa part, la Banque apporte un financement de 90 millions d'EUR destiné à l'assistance technique dans les régions concernées par l'initiative et fait une contribution distincte en faveur de l'investissement d'impact. Cette assistance permet à la BEI de soutenir des projets utiles à la société et à l'économie mais qui, en raison de contraintes budgétaires, d'une rentabilité financière insuffisante ou d'un niveau de risque élevé, sont susceptibles de ne pas trouver d'autres moyens de financement.



La BEI joue un rôle clé en aidant l'Union européenne à atteindre ses objectifs dans les pays voisins du Sud et les Balkans occidentaux. Au cours des dix dernières années, la BEI a signé des opérations dans les deux régions pour des montants de 15,3 milliards d'EUR et de 6,6 milliards d'EUR respectivement. Les projets sont fondés sur la demande et ne sont envisagés qu'à l'issue de larges consultations avec les pouvoirs publics nationaux et locaux, les banques et le secteur privé, en tenant compte des répercussions attendues sur les bénéficiaires finals, notamment les réfugiés, les migrants et les communautés d'accueil, de transit et d'origine. La Banque travaille en étroite collaboration avec les États membres de l'UE, la Commission européenne et d'autres institutions financières internationales pour faire en sorte que ses projets contribuent à la réalisation des objectifs stratégiques de l'UE et complètent d'autres opérations dans la région.

La crise migratoire

Le conflit syrien a provoqué le départ d'environ 4,7 millions de réfugiés vers d'autres pays et le déplacement de plus de six millions de personnes à l'intérieur du pays. Cette crise, conjuguée à l'important afflux de réfugiés et de migrants économiques venus de pays en développement, pèse sur les ressources sociales et économiques des pays voisins de l'UE et comporte de nombreuses implications pour cette dernière également. Plus de deux millions de réfugiés vivent dans les pays voisins du Sud. Quant aux pays des Balkans occidentaux, ils sont devenus l'un des principaux axes migratoires vers l'Europe.

L'UE et d'autres organisations internationales ont réagi vigoureusement à la crise humanitaire en Syrie et ailleurs. Toutefois, les pays touchés par des niveaux élevés de migration nécessitent davantage d'aide pour pouvoir faire face à ces nouvelles populations. Ils ont également besoin de soutien pour atteindre les objectifs de développement durable des Nations unies (ODD).

En tant que seule institution financière internationale (IFI) opérant à la fois dans l'UE, les pays voisins de l'UE et l'Afrique subsaharienne (pays d'origine, de transit ou de destination des migrants), la BEI est idéalement placée pour apporter un soutien coordonné aux pays vulnérables aux importants flux migratoires. L'initiative Résilience économique s'ajoute à d'autres initiatives de la Banque concernant les migrations, mises en place notamment en Turquie et en Afrique subsaharienne.

En quoi consiste l'initiative Résilience économique ?

Faire davantage avec les ressources actuelles

2 milliards d'EUR de financements supplémentaires de la BEI, au titre des cadres de financement existants, mobilisés rapidement

Depuis fin 2016, la Banque a augmenté ses financements en faveur des infrastructures et du développement du secteur privé dans les deux régions et a renforcé sa présence sur le plan local. Dans le secteur public, elle met l'accent sur le développement des infrastructures vitales, une prestation améliorée et équitable des services de base et la protection sociale des habitants. Dans le secteur privé, elle fournit des financements aux PME et aux entreprises de taille intermédiaire (ETI) des régions concernées via les banques locales. Pour améliorer les conditions de vie, il est essentiel de renforcer la résilience et de créer des emplois durables pour tous, en particulier pour les jeunes et les femmes.

Investir dans les infrastructures vitales

1,4 milliard d'EUR de prêts supplémentaires accompagnés d'aides non remboursables

Un soutien supplémentaire est apporté aux deux régions ; il se destine aux infrastructures vitales, dont certaines ont été mises à rude épreuve par l'augmentation du nombre de migrants. Le soutien à ce type d'infrastructures renforce la résilience aux chocs et aux pressions, tels que les inondations ou les séismes, et favorise la croissance économique et la création d'emplois.

Renforcer la résilience grâce à la croissance du secteur privé

2,6 milliards d'EUR de prêts supplémentaires, dont 300 millions d'EUR de ressources d'investissement d'impact soutenues par des aides non remboursables

Le développement du secteur privé est essentiel à la croissance économique et à la création d'emplois. La BEI place un accent particulier sur l'amélioration de l'accès au financement pour les PME et les ETI, car ce sont elles qui créent le plus grand nombre d'emplois et forment

Pour améliorer le niveau de vie, il est essentiel d'élargir les perspectives d'une croissance plus résiliente et plus inclusive et de créer des emplois durables, notamment pour les jeunes et les femmes.

Instruments d'investissement d'impact

La BEI affiche de solides antécédents en matière d'investissement d'impact dans le secteur privé, tant dans les pays voisins du Sud que dans les États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique. Pour soutenir le développement économique et s'attaquer aux causes des migrations, elle a généralement recours à quatre types d'instruments :

les fonds de capital-investissement, qui sont promus par une population émergente de gestionnaires de fonds de capital-investissement qui placent les questions sociales ou environnementales et la durabilité au cœur de leurs stratégies d'investissement ;

les prêts en monnaie locale, en particulier aux microentreprises et petites et moyennes entreprises (MPME) et aux entrepreneurs, afin d'améliorer l'accès au financement. La BEI s'efforce notamment d'aider les groupes mal desservis, comme les femmes et les jeunes ;

les instruments de partage des risques, qui peuvent inclure des garanties couvrant les premières pertes (« tranches des premières pertes »), des garanties, de la dette subordonnée ou des tranches de fonds propres de rang inférieur et qui faciliteront le partage des risques entre la BEI et des banques locales en vue d'aider des MPME insuffisamment desservies ;

les financements directs, moyennant des investissements en fonds propres ou des prêts à l'appui de projets ayant un impact élevé sur le développement, mais qui peuvent conduire à des pertes plus importantes et à des difficultés de recouvrement de l'investissement. La BEI applique un processus de sélection rigoureux en ce qui concerne cet instrument.

l'épine dorsale de l'économie. Les prêts que la BEI octroie à des entreprises ciblent des opérations porteuses d'un fort potentiel de création d'emplois et d'impact social.



Étude de cas

Route 6 reliant Kijeve et Peja (Kosovo¹)

La BEI prévoit d'octroyer jusqu'à 80 millions d'EUR de prêts destinés à la construction, selon les normes d'ingénierie européennes, d'un tronçon autoroutier de 30 km ; un financement qui s'ajoute à une aide non remboursable de 3,2 millions d'EUR au titre du Cadre d'investissement en faveur des Balkans occidentaux. Situé sur le réseau global RTE-T étendu, entre Pristina, capitale du Kosovo, et Peja, quatrième ville du pays, il s'agit du seul tronçon d'autoroute entre les deux villes n'ayant pas été modernisé. Quelque 15 000 véhicules l'empruntent chaque jour. Grâce au projet, la majorité de ce trafic sera déviée de la route existante, ce qui améliorera la situation sur le plan de la vitesse, de la sécurité et de l'environnement pour les nombreuses localités bordant l'autoroute actuelle. Ce réseau est crucial pour le développement économique du Kosovo et pour l'intégration régionale du pays, 95 % du transport de marchandises et de passagers empruntant cet axe routier.

¹ Cette désignation est sans préjudice des positions sur le statut et est conforme à la résolution 1244 du Conseil de sécurité des Nations unies ainsi qu'à l'avis de la Cour internationale de justice sur la déclaration d'indépendance du Kosovo.



Étude de cas

Traitement des eaux usées dans le Fayoum (Égypte)

L'accès à l'eau potable est essentiel pour une bonne santé et une meilleure qualité de vie. Le projet d'extension du réseau d'assainissement des eaux usées du Fayoum permettra à 800 000 habitants de zones rurales d'accéder pour la première fois à un réseau d'égouts. Ce projet aidera l'économie régionale autour du lac Qarun et permettra de créer des emplois tant attendus dans une région où plus de 30 % de la population vit sous le seuil de pauvreté. La BEI apporte un financement de 126 millions d'EUR, qui devrait s'ajouter à une aide non remboursable de la part de l'UE.

Prêt
BEI

80 Mio
EUR

Projets de développement du secteur privé au titre de l'initiative Résilience économique Projet mer Rouge - mer Morte (Jordanie)

Ce grand partenariat public-privé est un projet d'infrastructure crucial pour la Jordanie, qui souffre d'une grave pénurie d'eau potable. Le projet permettra d'alléger la pression sur les infrastructures due au grand nombre de réfugiés présents en Jordanie. Il apporte une réponse au manque d'eau dans toute la région. Présente aux côtés d'autres donateurs et prêteurs, la BEI prévoit de financer ce projet en accordant jusqu'à 260 millions d'EUR de prêts ainsi qu'une assistance technique de l'UE d'une valeur de 1,7 million d'EUR. Le projet prévoit une station de dessalement dans le golfe d'Aqaba, une canalisation de saumure et d'eau de mer reliant la mer Rouge à la mer Morte et des installations hydroélectriques. Il s'inscrit dans le cadre d'une initiative régionale historique de partage des ressources hydriques entre la Jordanie, Israël et l'Autorité palestinienne. Le projet et le partage des ressources hydriques avec Israël permettront à la Jordanie de recevoir 80 millions de mètres cubes d'eau supplémentaires par an. Le projet créera de nombreux emplois pendant les étapes de la construction et de l'exploitation et, en ralentissant la baisse du niveau d'eau de la mer Morte, contribuera à l'action en faveur du climat.

Prêt
BEI

260 Mio
EUR





EUR

Étude de cas

Université de Fès
(Maroc)

Le nouvel éco-campus de l'université de Fès pourra accueillir 6 000 étudiants de toute la région et contribuera ainsi à la stabilité régionale et au dialogue interculturel. Plusieurs bourses d'études seront accordées à des étudiants issus de familles à faible revenu. Les nouveaux bâtiments ultramodernes de l'université de Fès seront équipés de panneaux solaires afin de renforcer l'efficacité énergétique. La banque de l'UE octroie à l'université un prêt de 70 millions d'EUR, assorti d'une aide non remboursable de l'UE.

Prêt
BEI
70 Mio
EUR



Étude de cas

Prêt pour les PME : IDF (Monténégro)

Afin d'aider les petites entreprises à accéder à des financements à des conditions favorables, la BEI a approuvé un prêt de 220 millions d'EUR en partenariat avec le Fonds d'investissement et de développement du Monténégro. La région accueille principalement de petites entreprises, qui constituent le moteur du développement du secteur privé local et de la création d'emplois dans un pays où le taux de chômage atteint 20 %. Les jeunes en particulier ont du mal à trouver un emploi. Ce prêt soutient des PME actives dans des secteurs économiques clés, tels que l'énergie, les services sociaux, l'agriculture, la santé et l'éducation.

Prêt total
BEI

220 Mio
EUR

pour aider

les PME



Étude de cas

Alimentation et boissons (Maroc)

Un prêt de 35 millions d'EUR de la BEI aidera une entreprise à améliorer la production d'emballages et le conditionnement des boissons, ainsi qu'à construire un centre de distribution. Le financement de la BEI appuiera un groupe marocain spécialisé dans les produits alimentaires et les boissons, porteur d'un ambitieux plan de développement visant à créer environ 325 emplois directs et 400 emplois indirects dans les zones rurales. Le projet aidera également les agriculteurs locaux. Les nouvelles exportations ainsi générées sont susceptibles d'améliorer la balance commerciale du Maroc.



L'une des plus belles lignes ferroviaires d'Europe retrouve sa gloire d'antan

Lucija Filipović prend le train presque tous les week-ends pour rentrer à Nikšić, sa ville d'origine, depuis Podgorica, capitale du Monténégro, où elle travaille. « J'adore prendre le train. Je l'utilise tous les étés pour amener ma famille à la mer. Mais, malheureusement, je constate que nous sommes de moins en moins à emprunter le réseau ferré. Les Monténégrins ont perdu confiance dans le transport ferroviaire. »

Le réseau ferré du Monténégro était l'une des grandes réussites du pays. Il s'agissait du projet d'infrastructure le plus ambitieux et le plus onéreux de l'ancienne fédération yougoslave. Cependant, il est aujourd'hui tombé dans un état de délabrement complet. Il est toutefois prévu de le remettre sur les rails grâce à l'aide de la BEI. L'année dernière, la BEI a approuvé un prêt de 20 millions d'EUR destiné à financer la remise en état de la ligne qui relie Bar à Vrbnica, le long de la frontière avec la Serbie. Ce prêt sera combiné avec la première aide non remboursable à l'investissement alimentée par des fonds de l'UE et du Cadre d'investissement en faveur des Balkans occidentaux qui bénéficiera au Monténégro. Il contribuera également à la réalisation des objectifs de l'initiative Résilience économique de la Banque.

Relancer un réseau de pointe

À son inauguration en 1976, il s'agissait d'un chemin de fer de pointe, tout aussi moderne et confortable que n'importe quel autre réseau ferré au monde. Son parcours est aussi l'un des plus beaux d'Europe : il relie Belgrade,

capitale de la Serbie, à Bar, principal port maritime du Monténégro, au sud-ouest.

C'est le « Blue Train » qui fut le premier train à parcourir ses 167 km. Il s'agissait d'un train de luxe utilisé par Josip Broz Tito, le dirigeant yougoslave de l'époque, lequel a reçu à son bord des dignitaires et des monarques étrangers, dont la reine Élisabeth II et l'ancien empereur éthiopien Hailé Sélassié.

Depuis, un déficit de financement chronique a mis la ligne en grande difficulté, et ce dès le début des années 90. Le trajet d'un bout à l'autre de la ligne prend actuellement près de onze heures, alors qu'il n'en durait jadis que sept. Le train doit souvent ralentir en raison du mauvais état des voies et de l'infrastructure. Le tronçon monténégrin de la ligne a grandement souffert d'un manque d'entretien. Le nombre de voyageurs a chuté à 1,2 million en 2016, après avoir enregistré un record de près de 2 millions en 1987. Le transport de marchandises, quant à lui, a reculé de près de 4 millions à 1,4 million de tonnes.

Le réseau ferroviaire du Monténégro se modernise pour faire face à l'avenir

C'est la raison pour laquelle les fonds de l'UE sont si importants. « L'aide non remboursable s'élève à 20 millions d'EUR, ce qui signifie que près de 90 % du coût total du projet de 45 millions d'EUR sont financés par le budget de l'UE », explique Dubravka Nègre, représentante régionale de la BEI pour les Balkans occidentaux.



Les prêts et aides non remboursables ont pour objectif de préparer le Monténégro à adhérer à l'UE. Comme l'a déclaré Johannes Hahn, commissaire européen à l'élargissement, à l'occasion d'un déplacement au Monténégro en février, « l'objectif est de soutenir les pays des Balkans occidentaux. L'UE investit à l'appui du développement de ses futurs membres. »

Une vue merveilleuse – un entretien cauchemardesque

La voie ferrée monténégrine est célèbre pour les paysages grandioses que l'on découvre le long de son parcours qui serpente le long des gorges de la Morača. La ligne passe par le plus haut pont ferroviaire d'Europe, le viaduc de Mala Rijeka. Il s'agissait du plus haut au monde avant qu'il ne soit détrôné par un ouvrage chinois en 2001.

Environ un tiers de la partie monténégrine de la ligne se compose de tunnels ou de viaducs, ce qui en fait l'un des tracés les plus difficiles à entretenir en Europe. Les travaux de réparation et de modernisation ne seront pas aisés.

« Le projet comporte cinq volets : un nouveau système de signalisation à la gare de Podgorica, la reconstruction de pentes, de ponts et de tunnels clés, et la supervision de tous les volets », explique Lucija Filipović, directrice exécutive adjointe chez Zeljeznicka Infrastruktura, le gestionnaire des infrastructures ferroviaires du Monténégro chargé des travaux d'entretien.

Lorsque le projet sera achevé, l'infrastructure sera plus fiable et les limitations de vitesse seront levées, soulignent des sources officielles. Lucija Filipović explique que le système de signalisation qui sera remplacé est utilisé depuis l'inauguration de la ligne ferroviaire il y a quarante

ans. « Imaginez passer directement d'un téléphone mobile de première génération à un smartphone. C'est une évolution de ce type qui aura lieu », fait-t-elle observer au sujet de la signalisation.

Un train pour l'UE

Le projet permettra de créer 1 000 emplois au Monténégro pendant les travaux. Il améliorera aussi les liaisons commerciales, essentiellement avec la Serbie et la Roumanie, et favorisera le tourisme. « La nouvelle ligne ferroviaire soutiendra l'expansion du port de Bar, où le transit de marchandises devrait croître des 1,2 million de tonnes actuelles à plus de 2 millions de tonnes au cours des prochaines années, poursuit Dubravka Nègre.

En investissant dans l'amélioration des liaisons ferroviaires, nous contribuons à mettre en place des moyens de transport plus sûrs, plus propres et plus rapides qui rapprocheront la population de ce pays de ses voisins et de l'Union européenne. »

« Imaginez passer directement d'un téléphone mobile de première génération à un smartphone. C'est une évolution de ce type qui aura lieu »

Construire les infrastructures qui permettront à l'industrie locale de prospérer

Il est difficile de démarrer une activité commerciale au Liban. Les prix des terrains sont élevés et il est compliqué de trouver des financements. De nombreuses zones industrielles du pays sont déjà occupées ou ne disposent pas d'un accès approprié à l'électricité, aux moyens de communication et aux transports, ce qui aggrave la situation.

« Nous nous heurtons à d'énormes difficultés lorsqu'il s'agit de créer une entreprise », explique Fady Gemayel, président de l'Association des industriels libanais, groupement établi à Beyrouth qui prône un développement industriel équilibré dans l'ensemble du Liban. « Les obstacles que rencontrent les nouvelles entreprises sont nombreux, mais la difficulté principale concerne le prix et la disponibilité des terrains. C'est un réel problème. »

La Banque européenne d'investissement cherche à résoudre ce problème en soutenant un plan du gouvernement qui vise la construction de trois zones industrielles modernes dans différentes régions du Liban, dont certaines sont situées à proximité de la frontière syrienne, qui subit de plein fouet les effets de la crise des réfugiés. Ce plan a été conçu dans l'espoir que plus d'une centaine de petites entreprises viennent s'installer dans ces zones car le prix des terrains y sera raisonnable et la qualité des infrastructures élevée. Le projet sera cofinancé par l'Italie et est actuellement en cours d'instruction dans une autre institution financière internationale.

Hausse des exportations vers l'Europe

« Dans ces zones, les entreprises pourront profiter de frais d'exploitation fixes peu élevés, grâce à des coûts raisonnables et à des infrastructures de qualité. Cela renforcera la compétitivité et la capacité d'exportation des entreprises vers l'Europe », déclare Cristiano Pasini, représentant à Beyrouth de l'Organisation des Nations unies pour le développement industriel. « Il est certain qu'il y aura des avantages indirects et positifs pour la population réfugiée », ajoute-t-il.

Dans le cadre de l'initiative Résilience économique, la BEI octroie un prêt de 52 millions d'EUR en faveur des zones industrielles. Ces zones accueilleront des entreprises agroalimentaires, de réparation de véhicules et de construction, ainsi que des entreprises innovantes. Dans ces zones, le prêt de la BEI servira à financer des réseaux hydriques, des installations de traitement des eaux usées, des routes et des infrastructures électriques. On estime que ces zones industrielles, dont le coût de construction s'élèvera à environ 105 millions d'EUR, permettront de créer 1 300 emplois temporaires et 1 900 postes permanents. Le soutien de la BEI a pour effet d'améliorer les infrastruc-

tures et de promouvoir le développement du secteur privé, en particulier pour les petites entreprises. L'initiative Résilience économique aide les pays à se préparer à d'autres difficultés, telles que les crises économiques et politiques, les sécheresses, les inondations ou les séismes.

Dario Scannapieco, vice-président de la BEI spécialisé dans la question des migrations, affirme que les remèdes à court terme n'offrent pas de véritables solutions. « Les migrations économiques sont et demeureront une problématique récurrente pour l'UE, explique-t-il. Dès lors, nous devons renforcer la résilience économique à long terme et aider les pays confrontés à une instabilité politique et économique. »

Améliorer la qualité de vie

Les zones industrielles seront construites dans des localités où habitent de nombreux réfugiés afin d'offrir davantage d'emplois, mais aussi d'alléger les tensions sociales et en matière d'infrastructures qui découlent de la crise syrienne. La guerre en Syrie a été à l'origine de nombreux retards en matière de réformes économiques et d'investissements au Liban, pays qui compte 1,5 million de réfugiés syriens, sur une population de quelque 4,4 millions d'habitants.

D'autres avantages sont prévus. Afin de réduire la pollution, les encombrements et la dégradation des villes, ces nouvelles zones seront construites en dehors des centres urbains, ce qui permettra de libérer des espaces dans les centres-villes et d'améliorer la qualité de vie des habitants de villes densément peuplées. Si cette opération est couronnée de succès, beaucoup d'autres zones seront construites à différents endroits.

Le Liban compte déjà environ 130 zones industrielles privées, mais elles n'offrent pas un soutien adéquat sur le plan des infrastructures, beaucoup sont situées dans les centres-villes et leurs prix sont prohibitifs pour les jeunes entrepreneurs.

« Actuellement, le Liban est confronté à une situation où de nombreuses zones industrielles ont été construites au cours des cinquante dernières années par des promoteurs privés à proximité des villes, explique Elisabetta Cucchi, chargée de prêt à la BEI. Les villes se sont étendues au fil du temps et les zones industrielles sont désormais entourées de quartiers résidentiels. Cela soulève des problèmes. »

Cristiano Pasini, le représentant de l'ONU pour le développement, explique que les nouvelles zones multiplieront les perspectives pour les jeunes et les femmes dans tout



« Ce plan a été conçu dans l'espoir que plus d'une **centaine de petites entreprises** viennent s'installer dans ces zones car le prix des terrains y sera raisonnable et la qualité des infrastructures élevée »

le pays, et que les nouvelles entreprises pourraient même aider à reconstruire la Syrie. Ces zones offriront des emplois principalement aux Libanais, mais les réfugiés, qui peuvent obtenir des permis de travail dans l'agriculture et la construction, devraient contribuer à leur construction et à leur fonctionnement.

Fady Gemayel, de l'Association des industriels libanais, espère que les nouvelles zones industrielles attireront quelques entreprises importantes et des investissements étrangers. Selon lui, de nombreux Libanais aspirent à de meilleurs emplois et à des salaires plus élevés, mais, à moins d'émigrer, peu de perspectives s'offrent à eux.

« Le Liban est un pays doté d'un grand potentiel, explique Fady Gemayel. Nous accordons une grande importance à la qualité et à l'innovation, et nous continuons à travailler et à créer des entreprises en dépit des obstacles qui se dressent sur notre route. Et nous en avons rencontré beaucoup pendant de nombreuses années. »



Aider les petites entreprises à réaliser leurs grandes ambitions

Les petites entreprises constituent l'épine dorsale de la plupart des économies de la rive sud de la Méditerranée et jouent un rôle important dans la création d'emplois, l'innovation et la croissance économique durable. Toutefois, l'accès au financement pose encore des difficultés pour les petites entreprises de la région, alors même qu'elles représentent environ 80 % des entreprises en activité et plus de 60 % de l'ensemble des emplois du secteur privé.

« Nous savons que nos pays partenaires sont confrontés à de nombreux défis et nous souhaitons contribuer à relancer la croissance. Notre but ultime est de redynamiser l'économie et de créer de nouvelles perspectives dans les pays touchés par la crise des réfugiés », affirme Luca Ponzellini, chargé de prêt à la BEI et responsable des opérations avec Arab Bank dans les pays voisins du Sud. « Nous prêtons aux PME et aux ETI dans le but d'aider les pays à mieux résister aux chocs, de soutenir les petites entreprises et de favoriser la création d'emplois », ajoute-t-il.

Dans un contexte où des tensions économiques, sociales et politiques associées à l'afflux de réfugiés demeurent des défis majeurs dans toute la région et sont assorties d'importants déficits de croissance et de pressions budgétaires, il est important d'aider les pays d'accueil à renforcer leur résilience économique, à soutenir l'emploi et à alléger le fardeau économique que représente la crise des personnes déplacées.

Afin de stimuler le développement du secteur privé, maintenir l'emploi et, au final, contribuer à réduire la pauvreté dans la région, la banque de l'UE coopère avec des banques partenaires locales en vue d'améliorer l'accès aux financements pour les petites entreprises dans le cadre de son initiative Résilience économique.

Les petites entreprises au Liban et en Jordanie, ainsi qu'en Égypte, au Maroc et en Cisjordanie, dont beaucoup ont été touchées – bien qu'à des degrés divers – par la crise des personnes déplacées, commencent déjà à en ressentir les effets. Les prêts octroyés par l'intermédiaire de banques partenaires devraient bénéficier à plus de 1 300 PME et ETI, avec à la clé le maintien de plus de 54 000 emplois.

« Les petites entreprises sont souvent non bancarisées et n'ont pas accès au crédit. D'une manière générale, le secteur bancaire dans ces pays partenaires est peu enclin à prendre des risques. À travers l'opération avec Arab

Bank, par exemple, nous essayons de fournir le type de financement à long terme dont cette banque a besoin pour pouvoir aider les petites entreprises et les entrepreneurs, entre autres. »

Dans le cadre de l'initiative Résilience économique, une première opération d'assistance technique avec l'Export Development Bank of Egypt (EBE) est prévue afin d'aider cette institution à atteindre plus efficacement les petites entreprises en rationalisant ses opérations et en renouvelant son offre de produits.

« Nous voulons soutenir nos partenaires en prêtant plus et mieux à la locomotive de l'économie », explique Liliya Chernyavs'ka, qui œuvre à la fourniture de l'assistance technique à l'EBE. En renforçant les capacités d'EBE, la BEI l'aide à promouvoir le développement du secteur privé et la création d'emplois plus efficacement, ainsi qu'à mieux répondre aux besoins des groupes mal desservis, notamment les femmes, les jeunes et les très petites entreprises.



Appel à l'action

L'initiative Résilience économique offre aux donateurs, et en particulier aux États membres de l'UE, la possibilité de mobiliser l'éventail complet d'instruments, de réseaux et de compétences à la disposition de la BEI pour maximiser l'impact, sur le plan du développement, de ses financements collectifs dans les régions concernées.

L'argent des donateurs est nécessaire pour mobiliser les 15 milliards d'EUR de nouveaux investissements qui constituent l'objectif de l'initiative Résilience économique. Huit États membres de l'UE, à savoir la Croatie, l'Italie, la Lituanie, le Luxembourg, la Pologne, le Royaume-Uni, la Slovaquie et la Slovénie, ont été les premiers à contribuer à un fonds dédié à l'initiative Résilience économique. Celui-ci achemine leurs contributions vers des investissements destinés à créer de nouvelles perspectives dans ces régions et fournit un cadre principal facilitant l'engagement et la coordination des donateurs.

Le soutien des donateurs fait la différence

Projets relevant du secteur public

Les investissements dans les infrastructures publiques sont essentiels pour renforcer la résilience économique, mais bon nombre de pays concernés n'ont pas les moyens d'investir et présentent des capacités d'emprunt limitées. La combinaison des aides non remboursables et des prêts de la BEI a pour effet de réduire le coût global de ces investissements et permet aux pouvoirs publics locaux d'accélérer le rythme des investissements indispensables tout en assurant la viabilité budgétaire.

Les aides non remboursables amélioreront également la viabilité financière d'investissements présentant d'importants avantages économiques et sociaux. Dans de nombreux cas, il est impossible d'augmenter les impôts ou d'instituer d'autres redevances locales en vue de réunir des fonds pour ces investissements. Les aides non remboursables peuvent être particulièrement déterminantes pour mobiliser des investissements dans des régions plus fragiles du point de vue économique ou sur le plan des infrastructures sociales essentielles dans les domaines de la santé, de l'éducation, de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement, et de la gestion des déchets. Ces secteurs subissent une pression croissante de la part de la population locale et sont parfois soumis à une pression supplémentaire due à la présence d'un nombre important de migrants.

Opérations relevant du secteur privé

S'appuyant sur plusieurs décennies d'expérience dans le financement du secteur privé, des instruments tels que des prêts en monnaie locale, des apports de fonds propres et des garanties de portefeuille partielles permettent à la Banque de combler les lacunes du marché et d'accorder plus de prêts à un éventail de clients plus large, soutenant

ainsi la croissance économique, la création d'emplois et l'inclusion financière.

Les ressources d'investissement d'impact apportées par les donateurs sont également utilisées pour financer des opérations plus risquées présentant un potentiel non négligeable de rendements sociaux et économiques élevés. Celles-ci s'appuient généralement sur des structures de financement permettant un partage des risques avec des partenaires bancaires locaux, ou sur des structures similaires, ou encore sur des prêts à plus haut risque via des intermédiaires. Ces opérations concerneront notamment des projets favorisant l'inclusion financière et l'esprit d'entreprise.

Offre de services de conseil et d'assistance technique

Un soutien destiné à renforcer les capacités des projets des secteurs public et privé est fourni. Le rythme auquel les pays peuvent absorber les investissements peut être entravé par des capacités administratives ou techniques limitées.

Ces goulets d'étranglement peuvent être atténués par le déploiement ciblé d'une assistance technique financée par des aides non remboursables à l'appui de l'identification, de la préparation et de la mise en œuvre de projets relevant du secteur public. Il est également possible de fournir une assistance technique pour renforcer la capacité d'une contrepartie à assurer le respect des normes environnementales et sociales de la BEI, ou pour renforcer l'impact positif d'un projet sur la cohésion sociale, l'inclusion des jeunes et l'autonomisation des femmes.

Quelle est la portée géographique de l'initiative Résilience économique ?



Pays admissibles

Pays voisins du Sud

Algérie, Égypte, Jordanie, Liban, Libye*, Maroc, Palestine**
Syrie* et Tunisie

Balkans occidentaux

Albanie, ancienne République yougoslave de Macédoine,
Bosnie-Herzégovine, Kosovo***, Monténégro et Serbie

*La BEI commencera ses activités en Libye après la signature d'un accord-cadre avec le pays, qui est actuellement en cours d'élaboration. À la suite des sanctions prises par l'UE en novembre 2011, la BEI a suspendu tous les décaissements et les contrats de conseil technique relatifs aux projets en Syrie.

**Cette désignation ne doit pas être interprétée comme une reconnaissance d'un État de Palestine et est sans préjudice des positions individuelles des États membres sur cette question.

***Cette désignation est sans préjudice des positions sur le statut et est conforme à la résolution 1244 du Conseil de sécurité des Nations unies ainsi qu'à l'avis de la Cour internationale de justice sur la déclaration d'indépendance du Kosovo.

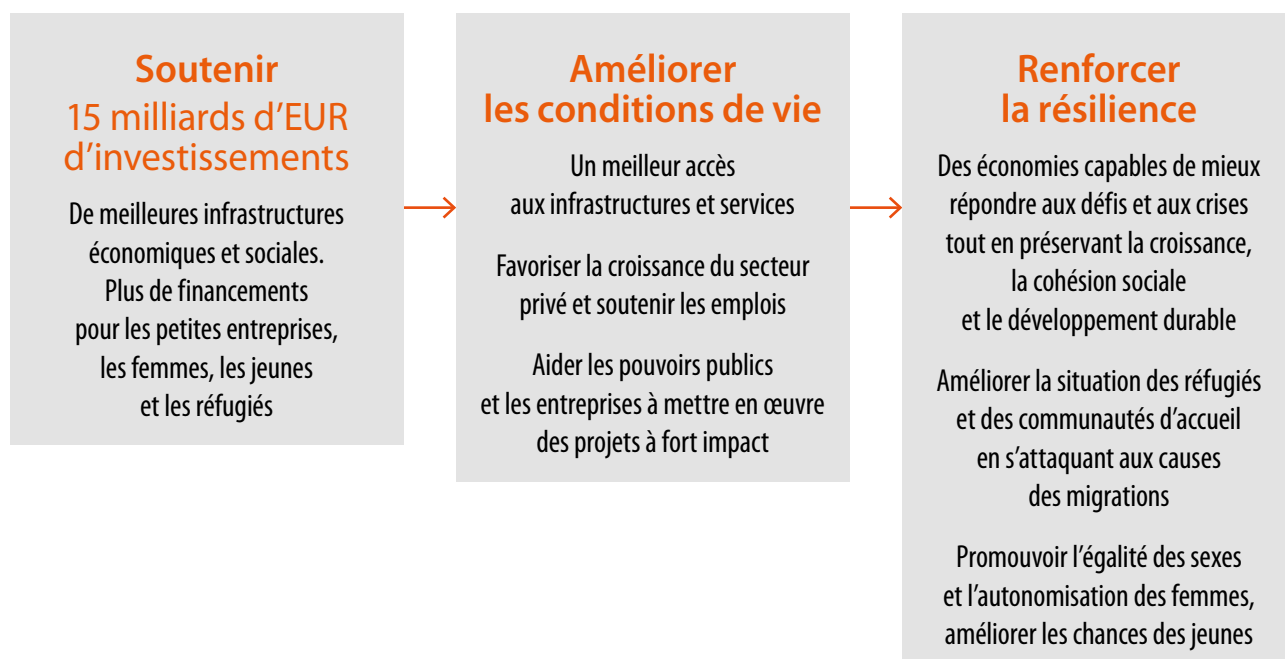
Résultats et incidences

La Banque utilise son cadre de mesure des résultats pour suivre les résultats des projets au titre de l'initiative Résilience économique. Elle s'appuie sur des données de base et examine l'évolution par rapport aux valeurs attendues pour rendre compte des incidences économiques, sociales et environnementales des opérations au titre de l'initiative Résilience économique tout au long du cycle de vie des projets. Tous les projets BEI doivent être conformes aux politiques, principes et normes de la Banque, y compris en matière de droits humains, de genre, de sensibilité aux conflits, de biodiversité et de changements climatiques, ainsi qu'au cadre de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme du Groupe BEI.



Ouvrir des perspectives

Nous mobilisons rapidement un financement supplémentaire de 6 milliards d'EUR et entendons renforcer le soutien des donateurs, l'assistance technique et le personnel afin d'améliorer les conditions de vie dans les pays voisins du Sud et les Balkans occidentaux.





Résilience économique et objectifs de développement durable




La BEI a pris des engagements internationaux concernant la mise en œuvre des objectifs des Nations unies en matière de développement durable et s'emploie à concevoir un système conforme et cohérent pour répertorier la contribution de ses activités, notamment celles au titre de l'initiative Résilience économique, aux fins de la réalisation des ODD. L'initiative Résilience économique devrait notamment contribuer aux objectifs de développement concernant l'eau propre et l'assainissement, l'énergie propre et d'un coût abordable, le travail décent et la croissance économique, l'industrie,

l'innovation et l'infrastructure, ainsi que les villes et les communautés durables. La dimension climatique est d'ores et déjà solidement intégrée dans toutes les opérations de la BEI, ce qui permet à la Banque de suivre la contribution importante attendue de l'initiative Résilience économique à la lutte contre les changements climatiques. Enfin, grâce à la collaboration avec le secteur privé, le secteur public et d'autres partenaires de développement, dans la mesure du possible, l'initiative Résilience économique s'inscrira dans le droit fil de l'objectif relatif aux partenariats.



Banque européenne d'investissement
98-100, boulevard Konrad Adenauer
L-2950 Luxembourg
☎ +352 4379-1
☎ +352 437704
www.bei.org/resilience-initiative

Bureau d'information
☎ +352 4379-22000
☎ +352 4379-62000
✉ info@bei.org

 twitter.com/EIB
 facebook.com/EuropeanInvestmentBank
 youtube.com/EIBtheEUBank

Christoph Kuhn
Directeur du département Gestion des mandats
☎ +352 4379-87324
✉ c.kuhn@bei.org

Jesper Persson
Chef de la division Fonds fiduciaires
et panachage de ressources
☎ +352 4379-86665
✉ j.persson@bei.org

© shutterstock; Photo EPA - EU - Neighbourhood Info, EIB, Al Majmoua

FR

© European Investment Bank, 6/2018